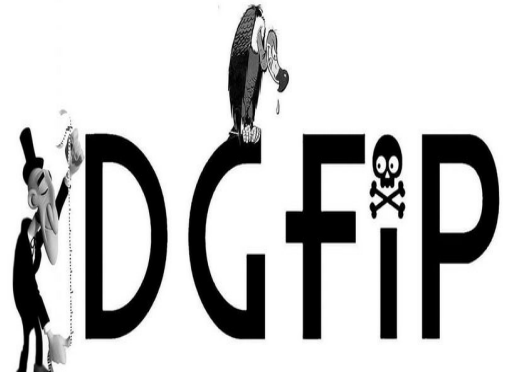




## SECTION de la VENDÉE

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/085/>

### DECLARATION LIMINAIRE COMITE TECHNIQUE LOCAL du 12/12/2019



Mr Le Président,

L'année 2019 sera sans aucun doute un grand millésime de régression sociale pour notre pays. La fonction publique et notre statut sont attaqués de toute part : les CAP et les CHSCT vont être supprimés, la réforme des retraites annoncée est une catastrophe pour les futurs retraités qui vont devoir travailler plus longtemps pour toucher une pension toujours plus faible (pourtant d'autres solutions existent, à commencer par celles de trouver de nouvelles sources de financement).

La DGFIP, de son côté, vit un plan social sans précédent. Vous comprendrez aisément pourquoi nous ne participons plus aux premières convocations des instances dites de « dialogue social » auxquelles vous nous conviez pour recueillir notre avis dont, au passage, vous ne tenez plus jamais compte.

Vue la situation particulière que nous vivons ces derniers mois, nous nous interrogeons parfois sur notre participation à ces mascarades de dialogue social auquel vous nous conviez. Mais les élus Force Ouvrière, fidèles à leurs traditions, ne laisseront jamais leurs chaises vides. Nous continuerons, coûte que coûte, à porter nos analyses, positions et revendications.

Depuis des mois, vous nous parlez sans cesse de concertation pour finalement aboutir à ce projet dont vous nous présentez ce jour le calendrier. Malgré les nombreuses réactions des personnels et des élus, vous maintenez le cap !

Jamais nous n'avions connu, à la DGFIP, des restructurations aussi massives et brutales ! En 2022, notre réseau rural sera définitivement anéanti !

Depuis des mois, vous et la direction générale jouez sur les mots : vous dites « concertation », vous insistez sur « projet », vous annoncez des « antennes » pour calmer les élus mais en réalité, il s'agit bien d'un passage en force, montre en main !

En lieu et place des 16 trésoreries actuelles, il ne restera au 01/09/2022 que 6 services de gestion comptable « SGC » et une structure hospitalière. On peut lire dans la presse que les petites trésoreries ne sont plus suffisamment efficaces. Les collègues et comptables concernés ont dû apprécier ! Pourtant, toutes les statistiques issues d'Hélios sont loin de démontrer cette inefficacité, bien au contraire. Vous allez certainement nous répondre que ce ne sont pas les agents qui sont inefficaces mais le système car il conduit, par exemple, à fermer au public trop fréquemment faute de personnel suffisant, blablabla blablabla...

Et oui, nous avons pris le parti de faire les questions et les réponses Mr Le Président, afin d'éviter deux monologues stériles sur ces sujets récurrents !!! Mais nous vous rappelons au passage que les problèmes de personnel ne sont pas du fait des petites trésoreries. Nous dénonçons les insuffisances d'effectifs depuis des années.

Ce sont près de 40000 emplois qui ont été supprimés dans nos services depuis 2002. Il y a fort à craindre que les services restants subiront le même sort d'ici peu si les suppressions d'emplois ne s'arrêtent pas (c'est déjà le cas pour les petits SIP et SIE). D'ailleurs, les chiffres viennent d'être divulgués pour 2020 : 7

emplois seront supprimés pour notre département : 1 Idiv, 1 inspecteur, 2 contrôleurs et 3 agents. Ce sont 1500 emplois qui seront donc supprimés à la DGFIP l'an prochain, justifiés par les gains de productivité liés à la mise en place du PAS et de la suppression progressive de la TH notamment... Mais de qui se moque-t-on ?

Et dans les documents de la DGFIP, nous pouvons lire « que le volume des suppressions d'emplois dans les 3 prochaines années sera inférieur de 30% à la moyenne des 10 dernières années »... Merci patron, comme dit la chanson !!! Et les chiffres pour 2021 et 2022 sont tout aussi édifiants : 1800 en 2021 puis 1600 en 2022.

Les accueils de « proximité » dont vous vantez les mérites dans la presse ne seront que des coquilles vides dans lesquelles aucun agent de la DGFIP ne sera affecté et aucune comptabilité ne sera tenue. On lit ici ou là que nos permanences dans ces fameux points de contacts pourraient être de l'ordre de quelques heures par semaine et ce seulement lorsque ce serait nécessaire... Autant dire que ce n'est pas la DGFIP qui fera vivre ces services de proximité !

Quant à l'accompagnement RH que vous promettez, il atteindra vite ses limites malgré toute la bonne volonté de notre équipe RH locale, qui manque cruellement de moyens, elle aussi. Parlons-en justement de cet accompagnement RH et des visites de la direction sur les sites qui vont être impactés par les restructurations et par une mobilité subie. Il serait de bon augure d'annoncer vos visites à l'avance dans ces services et non pas de débarquer dans l'urgence comme cela a été le cas à la Paierie départementale par exemple. Les collègues attendent de ces entretiens un moment collectif d'échanges avec la direction. À ne pas annoncer votre venue suffisamment tôt, les collègues absents n'ont pas le temps de s'organiser pour venir y participer s'ils en ressentent le besoin.

Pour continuer sur des problématiques RH, revenons sur la récente affectation locale des stagiaires dans notre département. Le 20 novembre dernier, suite à l'annonce du projet d'affectation locale, nous avons adressé un mail à la direction afin de savoir comment avait été interprétée la note du 10 octobre relative à ces affectations. Cette note mentionne les 2 critères suivants :

*1/ "Il vous reviendra, dès communication de la liste des stagiaires, de procéder à leur positionnement sur un service précis. Cette opération sera guidée avant tout par l'intérêt du service et la nécessité d'assurer une couverture la plus complète possible des besoins dans l'ensemble des structures. "*

*2/ "Lors de la détermination de l'affectation précise, vous utiliserez, sous réserve de ne pas vous dispenser d'un examen individuel des situations, le rang de réussite au concours tel qu'il résulte de l'interclassement réalisé par l'administration centrale. "*

Ces 2 éléments, étant manifestement contradictoires, nous voulions alors savoir, et ceci sans polémique mais juste pour information, si l'un de ces 2 éléments l'avait emporté sur l'autre car nous avons quelques interrogations... Concrètement et pour faire court, nous vous demandons combien de ces stagiaires avaient pu bénéficier prioritairement de leur rang de classement, pour une affectation selon leur vœux, sans tenir compte de la nécessité de service ?

Pour qu'un tel système de mutation, reposant sur 2 critères aussi contradictoires, fonctionne correctement et soit accepté par le plus grand nombre, nous considérons à FO DGFIP qu'une analyse simultanée de ces 2 éléments, et non d'un seul, est indispensable... C'était d'ailleurs tous le sens des CAP locales dans la gestion publique, qui avait des règles similaires d'affectation locale avant la création de la DGFIP, de veiller à ce subtil équilibre !

Et manifestement, nos interrogations étaient fondées puisque très rapidement, à défaut d'obtenir une réponse à notre mail, il vous a semblé urgent de revoir votre mouvement d'affectations. Comme quoi, les CAP et la transparence avaient du bon !!!

Autre mail resté sans réponse concernant les informations qui relevaient du périmètre des CAP locales : comment comptez-vous respecter la représentativité issue des dernières élections professionnelles pour

la diffusion des informations, d'une part aux représentants du personnel élus, et d'autre part à toutes les organisations syndicales qu'elles soient représentatives ou non ? A quoi bon faire des élections professionnelles si les nouvelles règles ne respectent pas la représentativité dans chaque grade ? Nous attendons vos explications sur ce point.

Lors du dernier CHSCT, nous avons évoqué avec vous les difficultés rencontrées par les personnels assurant l'accueil des usagers. Une réunion métier sur ce point a eu lieu avec les responsables des SIP le 22 novembre dernier, pouvez-vous nous dire quelles décisions ont été prises pour soulager les personnels concernés et leur apporter des réponses précises et concrètes à leurs interrogations quotidiennes ?

Nous avons également pu lire sur notre intranet que lors d'une rencontre avec les DGS, Mr Bail avait proposé la création d'un « club des DGS » auquel participera la DGFIP... Nous avons été très étonnés de l'utilisation de cette expression ! Nous connaissons jusqu'à présent les clubs de motards, allez-vous donc tous porter un étendard de ce club au dos de votre veste ? Qui en sera le « Président » et quid des « Full Patches » et des « Prospects ? Pouvez-vous en dire un peu plus ? Et concernant l'étendard, Mr Le Président, Mr Bail, nous pouvons vous en proposer un :



À moins qu'il ne s'agisse d'un club plus select, du genre de ceux où seuls les gentlemen sont tolérés et où il faut montrer patte blanche et portefeuille bien garni pour y pénétrer ! De ceux où il est fortement conseillé de se fondre dans la masse et de penser comme le groupe...

Nous souhaitons également évoquer avec vous les nouvelles orientations stratégiques à la DGFIP dans le cadre de la démarche de contractualisation... Voilà un thème qui, tout à coup, donne l'envie à notre Directeur Général de recueillir le sentiment des agents de son administration alors que cela fait plus d'une décennie que les restructurations s'enchaînent sans que l'on se soucie réellement du devenir de nos missions et de l'avenir des agents.

C'est ainsi qu'une vaste consultation s'est mise en place, sous différentes formes, illustrant par endroit le peu d'envie des cadres supérieurs d'échanger avec leurs subordonnés et préférant une remontée par courriel des suggestions ou ressentis des agents. Quelle belle façon d'assumer ses responsabilités !

En d'autres lieux de notre département, le choix s'est porté sur la tenue de réunions pour que l'encadrant échange avec les agents de son équipe. Il est vrai que ces réunions ont au moins le mérite d'instituer une rencontre plénière dans certains services où ce n'est pas si fréquent.

Comme quoi, la priorité n'est pas donnée à l'efficacité et au bon fonctionnement des services dans notre administration ; la priorité est plutôt à la « re-désorganisation ». En effet, les seuls moments, ces dernières années, où les agents se sont vus réunir massivement, c'était surtout pour se faire rappeler leurs obligations déontologiques où se voir présenter les impacts RH de leur « re-désorganisation » de service.

Mais au fond, cette rencontre thématique voulue par notre DG c'est quoi ? Une réunion ? un recueil de réactions, de doléances ? En tous cas, certainement pas un lieu d'échanges car le rendez-vous a pu tourner à la prise de note par certains chefs de service. Aucune perspective n'a animé la discussion, pas même des commentaires circonstanciés sur des points pourtant ô combien sensibles !

Il faut aussi préciser que ces réunions sont téléguidées par la direction et que les chefs de service eux-mêmes ne disposent pas plus d'informations que nous pour pouvoir échanger avec leurs équipes, ce qui ne facilite pas l'exercice !

On demande aux agents d'interagir alors que quand les questions sont posées, elles ne trouvent aucune réponse. On demande aux agents d'être participatifs alors que nous connaissons très bien l'écoute et la valeur donnée à leurs propos et à leurs réflexions par cette direction générale et ce gouvernement. On veut nous laisser croire que nous sommes acteurs du changement alors qu'il n'est en rien ! Tout cela relève de la manipulation mentale.

Syndicalement, nous sommes interpellés par cette consultation qui s'étale devant nous dans le mépris total du dialogue social ! N'y a-t-il pas eu dernièrement des élections au cours desquelles les agents ont élu, dans un processus démocratique, des représentants des personnels qui vous témoignent sans cesse des impacts néfastes des restructurations que vous portez ?

Cette consultation, c'est en fait un énième instrument de mesure de la tension sociale qui ne dit pas son nom et qui ronge notre administration. Mais puisque vous voulez vraiment savoir, oui ça va implorer ou exploser mais on ne sait pas quand ni comment. La tension est déjà bien palpable dans les services et elle est peut être proche de son apogée.

Quelle drôle d'époque ! On nous abreuve de beaux discours, « je vous comprends mais la loyauté m'oblige, etc etc... ». Ah la loyauté, quel bel artifice pour ne jamais se livrer ! On finit par constater que certains de vos encadrants n'en ont même pas, tant ils sont tétanisés par leur déroulement de carrière personnel qui les contraint parfois à vous cacher ce qui se passe réellement dans leur propre service...

Alors, on utilise l'expression « démarche stratégique » pour prendre le pouls des personnels, vous voyez, « les petites mains » tout en bas de l'échelle, pas de la pyramide, notre administration n'en a plus la forme aujourd'hui.

Peut-être ne voyez-vous plus, tant la hauteur est synonyme de déconnexion à la DGFIP. Pourtant, vu d'en-bas, vous nous semblez bien loin d'une réalité soit qu'on oublie de vous rapporter soit qu'on s'autorise à vous édulcorer. Combien de fois avez-vous découvert des situations ubuesques en discutant avec les représentants des personnels ?

La communication n'existe plus dans certains de vos services et vos relais fonctionnent mal. Vous êtes bien loin d'imaginer le nombre de dysfonctionnements qui ne reviennent pas à vos oreilles. Mais par loyauté, monsieur le président, nous ne vous dirons pas où ces choses se passent...

Ce qu'on aperçoit aussi, toujours du même point de vue (en-bas), c'est cet encadrement parfois pléthorique comme nécessité par l'impératif de contenir la base des besogneux. Mais n'ayez crainte, cette base n'a pas besoin d'être contenue, elle se contient d'elle-même. Elle vous regarde juste dépitée par votre entrain à poursuivre un processus d'auto-destruction en se demandant bien ce qu'on fera demain d'un encadrement supérieur sans agents à encadrer dans de « raisonnables proportions ».

La DGFIP est malade monsieur le président, le dialogue social est à l'état de mort cérébrale. Pour preuve, vous n'aurez jamais aussi peu réuni le CTL dans un contexte de « re-désorganisation » sans précédent !

Sachez malgré tout, Mr Le Président, que quoiqu'il se passe, nous ne laisserons jamais tomber les agents. Vous trouverez toujours les représentants du personnel FO DGFIP face à vous, sous une forme ou sous une autre, pour dénoncer toutes les situations que nous estimerons inacceptables et porter nos légitimes revendications de progrès social.